ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT		ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 1014029004423101 33 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle	
	AU MAROC			A L'ETRANGER
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition des débats de la Chambre des Représentants.....	—	200 DH		
Edition des débats de la Chambre des Conseillers.....	—	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives.....	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière.....	250 DH	300 DH		
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE

TEXTES GENERAUX

	Pages		Pages
Accord de coopération scientifique et technologique entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne.		Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne relatif au transport routier international.	
<i>Dahir n° 1-04-116 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord de coopération scientifique et technologique et les annexes I et II faits à Thessalonique le 26 juin 2003 entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne.....</i>	1357	<i>Dahir n° 1-08-83 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne relatif au transport routier international, fait à Varsovie le 1^{er} février 1993.....</i>	1367
Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine concernant la promotion et la protection réciproques des investissements.		Convention de crédit entre le Royaume du Maroc et le Fonds saoudien de développement.	
<i>Dahir n° 1-06-165 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 24 décembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine concernant la promotion et la protection réciproques des investissements.....</i>	1357	<i>Décret n° 2-09-423 du 4 chaabane 1430 (27 juillet 2009) approuvant la convention de crédit conclue le 15 rabii I 1430 (13 mars 2009) entre le Royaume du Maroc et le Fonds saoudien de développement, en vue de la participation au financement du projet « barrage Moulay Bouchta ».....</i>	1367
		Convention de crédit conclue entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social.	
		<i>Décret n° 2-09-465 du 25 ramadan 1430 (15 septembre 2009) approuvant la convention de crédit conclue le 1^{er} jourmada II 1430 (26 mai 2009) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social, en vue de la participation au financement du projet « barrage Zrar ».....</i>	1367

	Pages		Pages
Bank Al-Maghrib. – Mise en circulation d'un billet de banque commémoratif.		Homologation de normes marocaines.	
<i>Décret n° 2-09-525 du 8 chaoual 1430 (28 septembre 2009) approuvant la décision de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation d'un billet de 50 dirhams à l'occasion de la commémoration du 50^e anniversaire de la création de Bank Al-Maghrib.....</i>	1367	<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies et du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace n° 2385-09 du 11 ramadan 1430 (1^{er} septembre 2009) portant homologation de normes marocaines.....</i>	1376
Etablissements de crédit. – Conditions de publication des états de synthèse.		Importations de carreaux en céramique. – Mesure de sauvegarde à caractère tarifaire.	
<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1463-08 du 4 chaabane 1429 (6 août 2008) portant homologation de la circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib n° 1/G/2008 relative aux conditions de publication des états de synthèse par les établissements de crédit.....</i>	1368	<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2449-09 du 25 ramadan 1430 (15 septembre 2009) relatif à la mesure de sauvegarde à caractère tarifaire sur les importations de carreaux en céramique.....</i>	1378
Nouvelles plantations d'agrumes. – Aide de l'Etat.		TEXTES PARTICULIERS	
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances n° 1457-09 du 10 rejeb 1430 (3 juillet 2009) accordant une aide de l'Etat à la création de nouvelles plantations d'agrumes.....</i>	1370	Banque centrale populaire. – Approbation des modifications apportées aux statuts.	
Placements des excédents du compte courant du Trésor auprès des banques.		<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1224-09 du 18 jourmada I 1430 (14 mai 2009) approuvant les modifications apportées aux statuts de la Banque centrale populaire, approuvé par l'arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1288-01 du 13 rabii II 1422 (5 juillet 2001).....</i>	1379
<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2070-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) relatif aux placements des excédents du compte courant du Trésor auprès des banques.....</i>	1370	Equivalences de diplômes.	
Apprentissage.		<i>Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1739-09 du 13 rejeb 1430 (6 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.....</i>	1379
<i>Arrêté du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n° 2048-09 du 12 chaabane 1430 (4 août 2009) complétant l'arrêté n° 546-08 du 28 safar 1429 (7 mars 2008) fixant les métiers et qualifications qui font l'objet de l'apprentissage.....</i>	1371	<i>Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1768-09 du 15 rejeb 1430 (8 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.....</i>	1380
Arrondissements. – Seuil minimum de la part relative à l'animation locale.		<i>Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1944-09 du 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.....</i>	1380
<i>Arrêté du ministre de l'intérieur n° 2046-09 du 14 chaabane 1430 (6 août 2009) fixant le seuil minimum de la part relative à l'animation locale attribuée aux arrondissements.....</i>	1373	<i>Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1945-09 du 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....</i>	1380
Produits de blé tendre et de blé dur mis en vente par la minoterie industrielle. – Définition et caractéristiques.			
<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2318-09 du 7 ramadan 1430 (28 août 2009) définissant les produits de blé tendre et de blé dur fabriqués et mis en vente par la minoterie industrielle et fixant leurs caractéristiques.....</i>	1373		

	Pages		Pages
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1946-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1381	Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1954-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1384
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1947-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1381	Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1955-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1385
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1948-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1382	Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2071-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 1197-05 du 2 jourmada I 1426 (10 juin 2005) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en chirurgie cardio-vasculaire...	1385
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1949-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1382	Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2072-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie.....	1385
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1950-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1382	Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2073-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1386
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1951-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1383	Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2074-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.....	1386
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1952-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1383	Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques..	1387
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1953-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1384	Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2077-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie.....	1387

	Pages		Pages
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2078-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie.....	1387	Certificats de conformité aux normes marocaines.	
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2079-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 116-05 du 16 hija 1425 (27 janvier 2005) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en médecine nucléaire.....	1388	Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2191-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société Suta Sucreries Raffineries du Tadla.....	1391
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2080-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1388	Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2192-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « EPIDOR ».....	1391
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2081-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie.....	1389	Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2193-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au Magasin Métro de Rabat - Salé.....	1391
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2082-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.....	1389	Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2196-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le droit d'usage de la marque de conformité aux normes marocaines à la société « SONASID ».....	1392
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2083-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2008-03 du 7 rejeb 1424 (4 septembre 2003) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en anesthésie et réanimation.....	1390	Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2197-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au Centre technique des industries du bois et de l'ameublement.....	1392
Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2084-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.....	1390	Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2221-09 du 28 rejeb 1430 (21 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au Laboratoire public d'essais et d'études / Centre technique régional d'Agadir (LPEE/CTR d'Agadir).....	1392
		Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2222-09 du 14 chaabane 1430 (6 août 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au laboratoire Oussama (Metrolab)..	1393
		Société « RAMAPAR ». – Agrément en qualité d'intermédiaire en matière de transfert de fonds.	
		Décision du gouverneur de Bank Al-Maghrib n° 20 du 18 jourmada II 1430 (12 juin 2009) portant agrément de la société « RAMAPAR » en qualité d'intermédiaire en matière de transfert de fonds.....	1393
		AVIS ET COMMUNICATIONS	
		Décision ANRT/DG/n° 05-09 du 29 rejeb 1430 (22 juillet 2009) modifiant et complétant la décision ANRT/DG/n° 07/06 du 2 rejeb 1427 (28 juillet 2006) fixant les spécifications techniques d'agrément des équipements terminaux et des installations radioélectriques.....	1394

TEXTES GENERAUX

Dahir n° 1-04-116 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord de coopération scientifique et technologique et les annexes I et II faits à Thessalonique le 26 juin 2003 entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de coopération scientifique et technologique et les annexes I et II faits à Thessalonique le 26 juin 2003 entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord et des annexes précités,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIIT :

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération scientifique et technologique et les annexes I et II faits à Thessalonique le 26 juin 2003 entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne.

Fait à Fès, le 22 safar 1430 (18 février 2009).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

ABBAS EL FASSI.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5776 du 18 chaoual 1430 (8 octobre 2009).

Dahir n° 1-06-165 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 24 décembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine concernant la promotion et la protection réciproques des investissements.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 24 décembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine concernant la promotion et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 24 décembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine concernant la promotion et la protection réciproques des investissements.

Fait à Fès, le 22 safar 1430 (18 février 2009).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

ABBAS EL FASSI.

ACCORD**ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC ET
LE GOUVERNEMENT D'UKRAINE CONCERNANT LA
PROMOTION ET LA PROTECTION RECIPROQUES DES
INVESTISSEMENTS.**

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC ET LE
GOUVERNEMENT D'UKRAINE, dénommés ci-après "Parties Contractantes" ;

- Désireux de développer et d'approfondir la coopération économique et industrielle à long terme, en particulier la création de conditions favorables pour les investissements des investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;

- Reconnaisant la nécessité de protéger les investissements des investisseurs des deux Parties Contractantes et de stimuler le flux d'investissements et d'initiatives d'affaires en vue de la prospérité économique des deux Parties Contractantes ;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1
DEFINITIONS

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme "investissement" désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect investis par des investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante conformément aux lois et règlements de cette dernière, notamment, mais pas exclusivement :

a/ la propriété des biens mobiliers et immobiliers ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques et gages, sûretés réelles, usufruit et droits similaires;

b/ les actions, valeurs et toutes autres formes de participation dans des entreprises ;

c/ les créances monétaires et droits à toutes autres prestations ayant une valeur économique ;

d/ les droits de propriété intellectuelle et industrielle, y compris les droits d'auteurs, les brevets, les marques de fabrique, les noms commerciaux, les dessins industriels, les procédés techniques et le savoir-faire;

e/ les concessions de droit public conférées par la loi ou par contrat, y compris les concessions de recherche, d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'"investissement" au sens du présent Accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur de la Partie Contractante dans laquelle ces investissements sont effectués.

Si l'investissement est effectué par un investisseur par l'intermédiaire d'un organisme visé à la lettre c/ de l'alinéa 2 ci-dessous, dans lequel il détient une participation au capital, cet investisseur jouira des avantages du présent Accord dans la mesure de cette participation indirecte à condition, toutefois, que ces avantages ne lui reviennent pas s'il invoque le mécanisme de règlement des différends prévu par un autre accord de protection des investissements étrangers conclu par une Partie Contractante sur le territoire de laquelle est effectué l'investissement.

2. Le terme "investisseur" désigne :

a/ toute personne physique ayant la nationalité marocaine ou ukrainienne en vertu de la législation du Royaume du Maroc ou d'Ukraine respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante;

b/ toute personne morale ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou d'Ukraine et constituée conformément à la législation marocaine ou ukrainienne respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

c/ Les entités juridiques, établies conformément à la législation d'un quelconque pays, qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par des nationaux de cette Partie Contractante ou par des entités juridiques ayant leur siège, en même temps que des activités économiques réelles, sur le territoire de cette Partie Contractante; il est entendu que le contrôle exige une part significative de propriété.

3. Le terme "revenus" désigne les montants nets d'impôts rapportés par les investissements tels que les bénéfices, dividendes, intérêts, redevances ou autre revenu légal.

4. le terme "territoire" désigne :

a/ pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer.

b/ pour l'Ukraine: le territoire sous la souveraineté de l'Ukraine ainsi que la mer et les zones maritimes sur lesquelles l'Ukraine exerce conformément au droit international, sa souveraineté, des droits souverains ou une juridiction.

ARTICLE 2

PROMOTION ET PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

1. Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un nouvel investissement.

2. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières. Chaque Partie Contractante s'engage à assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements de l'autre Partie Contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.

Les revenus de l'investissement et, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie Contractante, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

ARTICLE 3 **TRAITEMENT DES INVESTISSEMENTS**

1. Chaque Partie Contractante assure sur son territoire aux investissements de l'autre Partie Contractante un traitement juste et équitable, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements de la nation la plus favorisée, si ce dernier est plus favorable.

Chaque Partie Contractante assure, sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou un accord international similaire ou une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

ARTICLE 4 **EXPROPRIATION ET INDEMNISATION**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties Contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique.

2. La Partie Contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant-droit, sans retard injustifié, une indemnité juste et équitable dont le montant correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.

3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité. L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et librement transférable.

4. L'investisseur concerné aura droit, conformément à la législation de la Partie Contractante ayant procédé à l'expropriation, à un prompt examen par une autorité judiciaire de cette Partie Contractante, de la légalité de la procédure administrative d'expropriation et de l'évaluation de l'investissement.

ARTICLE 5
DEDOMMAGEMENT POUR PERTES

Les investisseurs de l'une des Parties Contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

ARTICLE 6
TRANSFERTS

1. Chaque Partie Contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, garantit à ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment, mais pas exclusivement:

a/ d'un capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou à accroître l'investissement;

b/ des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants;

c/ des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement;

d/ des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement;

e/ des indemnités dues en application des articles 4 et 5.

f/ d'une quotité appropriée des salaires et autres rémunérations revenant aux citoyens d'une Partie Contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie Contractante au titre d'un investissement.

2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert, et en vertu de la réglementation des changes en vigueur de chaque Partie Contractante.

3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

ARTICLE 7 **SUBROGATION**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie Contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.

2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.

3. Tout différend entre une Partie Contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie Contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 10 du présent Accord.

4. Les droits ou réclamations subrogés ne seront pas plus étendus que les droits et réclamations originels de l'investisseur.

ARTICLE 8 **REGLES APPLICABLES**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie Contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

ARTICLE 9 **AUTRES OBLIGATIONS**

1. Les investisseurs d'une Partie Contractante peuvent conclure avec l'autre Partie Contractante des engagements spécifiques dont les dispositions ne peuvent toutefois pas être contraires au présent Accord. Les investissements effectués en vertu de tels engagements spécifiques sont aussi régis par le présent Accord.

2. Chacune des Parties Contractantes assure à tout moment le respect des engagements qu'elle aura pris envers les investisseurs de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 10
REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.

2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur :

a/ soit au tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué;

b/ soit pour arbitrage au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la "Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", ouverte à la signature à Washington, le 18 Mars 1965.

A cette fin, chacune des Parties Contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis au tribunal susmentionné (a) ou à cette procédure d'arbitrage (b).

3. Aucune des Parties Contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection envers les réclamations de l'investisseur, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.

4. Le Tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie Contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.

5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie Contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

ARTICLE 11
REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES
CONTRACTANTES

1. Tout différend entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties Contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte, composée des représentants des Parties; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie la plus diligente.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties Contractantes.

4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante: Chaque Partie Contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme Président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le Président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties Contractantes a fait part à l'autre Partie Contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

5. Si les délais fixés au paragraphe (4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie Contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour Internationale de Justice qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes, sera invité à procéder aux dites nominations.

6. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent Accord et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties Contractantes.

7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.

8. Chaque Partie Contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties Contractantes.

ARTICLE 12 **APPLICATION**

Le présent Accord couvre également les investissements effectués, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément à ses lois et règlements. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

ARTICLE 13
ENTREE EN VIGUEUR, VALIDITE ET EXPIRATION

1. Le présent Accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement par les deux Parties Contractantes des procédures constitutionnelles dans leur pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties Contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie Contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat le 24 décembre 2001 en deux originaux, chacun en langues arabe, ukrainienne et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence, le texte français prévaudra.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME DU MAROC**

**POUR LE GOUVERNEMENT
D'UKRAINE**

Dahir n° 1-08-83 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne relatif au transport routier international, fait à Varsovie le 1^{er} février 1993.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne relatif au transport routier international, fait à Varsovie le 1^{er} février 1993 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne relatif au transport routier international fait à Varsovie le 1^{er} février 1993.

Fait à Fès, le 22 safar 1430 (18 février 2009).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

ABBAS EL FASSI.

Voir le texte de l'accord dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5776 du 18 chaoual 1430 (8 octobre 2009).

Décret n° 2-09-423 du 4 chaabane 1430 (27 juillet 2009) approuvant la convention de crédit conclue le 15 rabii I 1430 (13 mars 2009) entre le Royaume du Maroc et le Fonds saoudien de développement, en vue de la participation au financement du projet « barrage Moulay Bouchta ».

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 41 de la loi de finances n° 40-08 pour l'année budgétaire 2009, promulguée par le dahir n° 1-08-147 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008) ;

Vu le paragraphe I de l'article 41 la loi de finances pour l'année 1982, n° 26-81, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402 (1^{er} janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée, telle qu'elle est annexée à l'original du présent décret, la convention de crédit conclue le 15 rabii I 1430 (13 mars 2009) entre le Royaume du Maroc et le Fonds saoudien de développement, d'un montant de soixante millions (60.000.000) de rials saoudiens, en vue de la participation au financement du projet « barrage Moulay Bouchta ».

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 4 chaabane 1430 (27 juillet 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Décret n° 2-09-465 du 25 ramadan 1430 (15 septembre 2009) approuvant la convention de crédit conclue le 1^{er} jourmada II 1430 (26 mai 2009) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social, en vue de la participation au financement du projet « barrage Zrar ».

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 41 de la loi de finances n° 40-08 pour l'année budgétaire 2009, promulguée par le dahir n° 1-08-147 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008) ;

Vu le paragraphe I de l'article 41 de la loi de finances n° 26-81 pour l'année 1982, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1430 (1^{er} janvier 1982),

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée, telle qu'elle est annexée à l'original du présent décret, la convention de crédit conclue le 1^{er} jourmada II 1430 (26 mai 2009) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social, d'un montant de quinze millions (15.000.000) de dinars koweïtiens, en vue de la participation au financement du projet « barrage Zrar ».

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 ramadan 1430 (15 septembre 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Décret n° 2-09-525 du 8 chaoual 1430 (28 septembre 2009) approuvant la décision de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation d'un billet de 50 dirhams à l'occasion de la commémoration du 50^e anniversaire de la création de Bank Al-Maghrib.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu les articles 5, 15, 16, 17, 18, 19 et 37 de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib, promulguée par le dahir n° 1-05-38 du 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005) ;

Vu l'article 3 du décret n° 2-06-267 du 17 jourmada II 1428 (3 juillet 2007), pris pour l'application de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib ;

Vu les délibérations du conseil de Bank Al - Maghrib réuni le 26 rabii I 1430 (24 mars 2009) décidant l'émission d'un billet de 50 dirhams commémorant le 50^e anniversaire de la création de Bank Al-Maghrib ;

Et sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée la décision du conseil de Bank Al-Maghrib relative à la mise en circulation, au marché numismatique à l'échelon national et international d'un billet de 50 dirhams à l'occasion de la commémoration du 50^e anniversaire de la création de Bank Al-Maghrib.

ART. 2. – Ce billet commémoratif aura cours légal et présentera les caractéristiques suivantes :

Caractéristiques techniques :

- Format : 147 mm x 70 mm ;
- Filigrane : Portrait de Sa Majesté le Roi Mohammed VI ainsi que la valeur « 50 » ;
- Fil de sécurité à fenêtre au verso : Fil de sécurité à fenêtre brillant et discontinu en apparence, changeant de couleur du rose au vert. Par transparence, il laisse apparaître le texte et le chiffre « 50 » بنك المغرب ;
- Bande holographique : Comportant les portraits de leurs Majestés les Rois Mohammed VI, Feu Hassan II et Feu Mohammed V. La largeur de la bande est de 10 mm ± 0,1 mm ;
- Bande iridescente : La bande iridescente verticale comportant la valeur faciale du billet « 50 », répétée ;
- Motif changeant de couleur : Armoiries du Royaume.

Caractéristiques artistiques :

- Thème général : Commémoration du cinquantenaire de Bank Al-Maghrib ;
- Couleur dominante : Le vert ;
- Recto :
- Motif principal : Portraits de leurs Majestés les Rois Mohammed VI, Feu Hassan II et Feu Mohammed V ;
- Fond du billet : Motifs inspirés de l'architecture traditionnelle marocaine ;
- Verso :
- Vignette : Bâtiment de l'Administration Centrale de Bank Al-Maghrib ;
- Fond du billet : Comporte le logo de Bank Al-Maghrib et un ensemble de pièces de monnaie ;
- Côté droit : Texte de l'évènement et motifs ornementaux en arabesques ;
- Côté gauche : Fond comportant des étoiles marocaines et un ensemble de guilloches ;
- En bas du bâtiment : Discours Royal prononcé par Feu Sa Majesté Mohammed V lors de la création de Bank Al-Maghrib en 1959.

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 8 chaoual 1430 (28 septembre 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1463-08 du 4 chaabane 1429 (6 août 2008) portant homologation de la circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib n° 1/G/2008 relative aux conditions de publication des états de synthèse par les établissements de crédit.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée par la dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006), notamment son article 17,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Est homologuée la circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib n° 1/G/2008 du 16 juillet 2008 relative aux conditions de publication des états de synthèse par les établissements de crédit.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 4 chaabane 1429 (6 août 2008).

SALAHEDDINE MEZOUAR.

*
* *

Circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib n° 1/G/2008 relative aux conditions de publication des états de synthèse par les établissements de crédit

LE GOUVERNEUR DE BANK AL-MAGHRIB,

Vu la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006), notamment son article 49 ;

Après avis du comité des établissements de crédit émis en date du 18 juillet 2008 ;

Fixe par la présente circulaire les conditions selon lesquelles les établissements de crédit doivent publier leurs états de synthèses.

Article premier

Les établissements de crédit sont tenus de publier, dans un journal d'annonces légales, leurs états de synthèse annuels établis sous forme individuelle conformément aux dispositions du chapitre 3 du Plan comptable des établissements de crédit annexé à la circulaire n° 56/G/2007 du 8 octobre 2007, relative aux conditions de tenue, par les établissements de crédit, de leur comptabilité.

Les états de synthèse comprennent :

- le bilan ;
- le compte de produits et charges ;
- l'état des soldes de gestion ;
- le tableau des flux de trésorerie ;
- et l'état des informations complémentaires.

Article 2

Les établissements de crédit sont tenus de publier les états visés à l'article précédent, arrêtés à la fin du premier semestre de chaque exercice comptable.

Ces états comportent un comparatif avec les chiffres arrêtés à la fin du premier semestre de l'exercice comptable précédent pour le compte de produits et charges et l'état des soldes de gestion et ceux de fin d'exercice comptable précédent pour le bilan.

Article 3

Les éléments de l'état des informations complémentaires publiés devraient revêtir une importance significative par rapport aux données fournies par les autres états de synthèse et tenir compte des spécificités de l'activité des établissements de crédit.

Article 4

L'état des informations complémentaires, arrêté à la fin du premier semestre, comporte une description de tous événements ou opérations survenus depuis la publication des états de synthèse du dernier exercice comptable et qui s'avèrent importants pour l'appréciation de la situation financière, du résultat et des risques assumés par les établissements de crédit.

Article 5

Les établissements de crédit sont tenus de publier, sous forme consolidée, dans un journal d'annonces légales, leurs états financiers annuels établis conformément aux dispositions du chapitre 4 du Plan comptable des établissements de crédit.

Les états financiers comprennent :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- l'état des variations des capitaux propres ;
- le tableau de flux de trésorerie ;
- les notes.

Article 6

Les établissements de crédit publient les états financiers sous forme consolidée, ci-après, arrêtés à la fin du premier semestre de chaque exercice comptable :

- le bilan avec un comparatif des chiffres arrêtés à la fin de l'exercice précédent ;
- le compte de résultat avec un comparatif des chiffres arrêtés à la fin du premier semestre de l'exercice précédent ;
- l'état des variations des capitaux propres depuis le début de l'exercice ainsi qu'un état comparatif pour la période comparable de l'exercice comptable précédent ;

- le tableau de flux de trésorerie depuis le début de l'exercice ainsi qu'un tableau comparatif pour la période comparable de l'exercice comptable précédent ;
- les notes ou une sélection de ces notes comportant des informations pertinentes.

Article 7

Les états, visés aux articles 1 et 5, doivent figurer dans le rapport de gestion des établissements de crédit.

Article 8

La date de clôture de l'exercice comptable des établissements de crédit est fixée au 31 décembre de chaque année.

Article 9

Les états de synthèse et les états financiers, visés aux articles 1 et 5, doivent être vérifiés par le ou les commissaires aux comptes.

Cette vérification doit donner lieu à l'établissement d'une attestation dans laquelle les commissaires aux comptes :

- soit certifient que ces états sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de l'exercice comptable ;
- soit assortissent la certification de réserves ;
- soit refusent la certification de ces états.

Dans ces deux derniers cas, les motifs doivent être précisés.

Article 10

La publication des états de synthèse annuels individuels doit avoir lieu trente jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire et faire apparaître clairement s'il s'agit d'états vérifiés ou non par les commissaires aux comptes.

Lorsque ces états sont vérifiés par les commissaires aux comptes, ils doivent être accompagnés de l'attestation visée à l'article 9.

Article 11

Les établissements de crédit doivent publier, dans un journal d'annonces légales, au plus tard le 31 mai suivant la date de clôture de chaque exercice comptable, un communiqué précisant :

- soit que les états de synthèse publiés préalablement à la tenue de l'assemblée générale ordinaire ont été approuvés par celle-ci et qu'ils n'ont subi aucun changement ;
- soit que ces états de synthèse ont subi des changements, auquel cas la nature de ces changements ainsi que les états concernés doivent être spécifiés et attestés par les commissaires aux comptes.

Ce communiqué doit comporter l'attestation des commissaires aux comptes dans le cas où les états de synthèse publiés n'auraient pas été vérifiés préalablement à la tenue de l'assemblée générale.

Article 12

La publication des états financiers annuels doit être effectuée au plus tard le 31 mai suivant la date de clôture de chaque exercice comptable.

Ces états doivent être accompagnés de l'attestation des commissaires aux comptes visée à l'article 9 précité.

Article 13

La publication des états de synthèse semestriels, visés à l'article 2 ci-dessus, doit se faire au plus tard le 30 septembre.

La publication des états financiers semestriels, visés à l'article 6 ci-dessus, doit avoir lieu au plus tard le 15 octobre de chaque exercice comptable.

Ces états doivent être accompagnés d'une attestation par laquelle les commissaires aux comptes :

- soit certifient que les informations contenues dans ces documents sont sincères ;
- soit émettent des réserves sur la sincérité de ces informations.

Dans ce dernier cas, les motifs doivent être précisés.

ABDELLATIF JOUAHRI.

Arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances n° 1457-09 du 10 rejeb 1430 (3 juillet 2009) accordant une aide de l'Etat à la création de nouvelles plantations d'agrumes.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le dahir n° 1-69-25 du 10 joumada I 1389 (25 juillet 1969) formant code des investissements agricoles, notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu le décret n° 2-69-315 du 10 joumada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant les encouragements de l'Etat à la création de vergers, notamment son article premier,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Une aide financière de l'Etat dont le montant est fixé à 12.000 dirhams par hectare est accordée aux nouvelles plantations d'agrumes réalisées à base de plants certifiés.

ART. 2. – Cette aide est accordée pendant une durée de 5 ans qui commence à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

ART. 3. – L'aide précitée n'est pas cumulable avec toute autre aide prévue par la réglementation en vigueur pour la création de nouvelles plantations agrumicoles.

ART. 4. – Le présent arrêté conjoint sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 10 rejeb 1430 (3 juillet 2009).

*Le ministre de l'agriculture et
de la pêche maritime,*

AZIZ AKHANNOUCH.

Le ministre de l'intérieur,

CHAKIB BEMMOUSSA.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2070-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) relatif aux placements des excédents du compte courant du Trésor auprès des banques.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 24-01 relative aux opérations de pension promulguée par le dahir n° 1-04-04 du 1^{er} rabii I 1425 (21 avril 2004) ;

Vu le décret n° 2-08-561 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008) portant délégation de pouvoir au ministre de l'économie et des finances en vue de procéder au placement des excédents du compte courant du Trésor auprès des banques ;

Vu le décret n° 2-04-547 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004) pris pour l'application de la loi n° 24-01 relative aux opérations de pension ;

Vu la décision du ministre des finances et de la privatisation du 12 avril 2005 portant approbation du modèle type de convention cadre dont font l'objet les opérations de pension,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sur l'autorisation de placement donnée par le décret n° 2-08-561 susvisé, la direction du Trésor et des finances extérieures peut procéder aux placements des excédents du compte courant du Trésor domicilié à Bank Al-Maghrib auprès des banques.

ART. 2. – Le placement des excédents du compte courant du Trésor se fait sur le marché interbancaire et par prise en pension des bons du Trésor.

ART. 3. – Pour la réalisation des opérations de placement des excédents du compte courant du Trésor par prise en pension des bons du Trésor, la direction du Trésor et des finances extérieures, conformément à la loi n° 24-01 susvisée, établit des conventions cadres relatives aux opérations de pension livrées avec les banques.

ART. 4. – Le placement s'effectue par voie d'appel d'offres ou de gré à gré pour une durée allant de 1 à 7 jours.

ART. 5. – Dans le cas d'un placement par voie d'appel d'offres, les dates et les caractéristiques de l'opération de placement sont portées, en temps utile, à la connaissance des banques.

ART. 6. – Si le placement se fait par voie d'appel d'offres, la direction du Trésor et des finances extérieures fixe un taux d'intérêt limite pour les soumissions reçues.

Seules les soumissions faites à un taux d'intérêt supérieur ou égal au taux limite sont satisfaites.

Les soumissions retenues sont servies aux taux proposés par les soumissionnaires.

Si le placement se fait de gré à gré, le taux d'intérêt retenu sera le taux négocié par la direction du Trésor et des finances extérieures avec la banque concernée sur la base des conditions de marché.

ART. 7. – La rémunération du montant objet du placement est calculée selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant placé} * i * n}{360}$$

où i représente le taux du marché monétaire ou de la pension proposé par le soumissionnaire et n le nombre de jours compris entre la date de règlement du montant placé et la date de son échéance.

ART. 8. – Le versement du montant à placer s'effectue le jour même de l'opération de placement.

ART. 9. – Le montant placé est remboursé le jour de son échéance.

ART. 10. – Les intérêts produits par le montant placé sont réglés à l'échéance.

ART. 11. – La valeur des bons du Trésor pris en pension est déterminée sur la base de la courbe des taux publiée par Bank Al-Maghrib, par interpolation linéaire entre les deux points représentatifs des maturités immédiatement inférieure et supérieure aux maturités résiduelles desdits bons du Trésor.

ART. 12. – Les bons du Trésor pris en pension font l'objet d'une décote de 5%. Ce taux de décote est appliqué à la valeur desdits bons. A la date de cession, la valeur des titres décotés doit être supérieure ou égale au prix de cession.

ART. 13. – Le directeur du Trésor et des finances extérieures et le gouverneur de Bank Al-Maghrib sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Les responsabilités qui incombent à la direction du Trésor et des finances extérieures et à Bank Al-Maghrib dans le cadre de l'exécution des opérations de placement sont fixées au niveau de la convention relative aux opérations du Trésor sur le marché monétaire conclue entre les deux institutions.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Arrêté du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n° 2048-09 du 12 chaabane 1430 (4 août 2009) complétant l'arrêté n° 546-08 du 28 safar 1429 (7 mars 2008) fixant les métiers et qualifications qui font l'objet de l'apprentissage.

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,

Vu l'arrêté n° 546-08 du 28 safar 1429 (7 mars 2008) fixant les métiers et qualifications qui font l'objet de l'apprentissage, tel qu'il a été modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La liste des métiers et qualifications qui font l'objet de l'apprentissage, les durées globales de formation correspondant auxdits métiers et qualifications, les diplômes sanctionnant l'apprentissage et les titres reconnaissant les qualifications acquises, ainsi que les conditions d'accès à la formation pour chaque métier ou qualification objet de l'apprentissage, annexée à l'arrêté n° 546-08 du 28 safar 1429 (7 mars 2008) susvisé est modifiée et complétée, telle que prévue par l'annexe jointe au présent arrêté.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 12 chaabane 1430 (4 août 2009).

JAMAL RHIMANI.

*
* *

ANNEXE

Liste des métiers et qualification objet de la formation par apprentissage, les durées globales de formations correspondantes, les conditions d'accès exigées, ainsi que les diplômes sanctionnant l'apprentissage ou les titres reconnaissant les qualifications acquises

Secteur de formation	Code	Métiers et qualifications	Diplôme ou Certificat	Durée de formation	Conditions d'accès	
					Age maximal	Niveau scolaire
A- AGRICULTURE/PECHE MARITIME						
A1-Production animale	A11					
A6- Pêche maritime	A610					
B- ARTISANAT DE PRODUCTION						
B1- Cuir et tannerie	B11					
B5- Activités du bois	B522					
B6- Métaux/ Métaux précieux	B61					
	B62	Artisan bijoutier/joillier	CAP	2 années		
	B63					
	B629					
B7- Verre	B78					
C- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS						
C- BTP	C11					
	C117					
	C117					
D- INDUSTRIES MECANIQUE, METALLURGIQUE, ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE						
D1- Electricité/ Electronique	D11					
D3- Métaillerie	D36					
E- INDUSTRIE DE TRANSFORMATION						
E1- Confection	E11					
E4- Industrie du Textile	E44					
F- HOTELLERIE ET RESTAURATION						
F1- Hôtellerie	F11					
F2- Restauration/ Alimentation	F214					
G- SERVICE/SANTE/EDUCATION						
G1- Services aux personnes	G11					
G5 Audio visuel	G51					
H- AUTRES						
H1- Autres	H11					
	H13					
	H14	Caddie de golf	T	2 années	30 ans	L'année terminale entière du cycle du baccalauréat
H2- Arts de Cirque	H22					

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5776 du 18 chaoual 1430 (8 octobre 2009).

Arrêté du ministre de l'intérieur n° 2046-09 du 14 chaabane 1430 (6 août 2009) fixant le seuil minimum de la part relative à l'animation locale attribuée aux arrondissements.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la loi n° 78-00 relative à la charte communale telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 17-08 promulguée par le dahir n° 1-08-153 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 112,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le seuil minimum de la part relative à l'animation locale des arrondissements prévu au 3^e alinéa de l'article 112 de la loi susvisée n° 78-00 est fixé à 15% de la moyenne des dotations globales allouées aux arrondissements au cours des cinq derniers exercices budgétaires.

ART. 2. – Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la date de sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 14 chaabane 1430 (6 août 2009).

CHAKIB BENMOUSSA.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2318-09 du 7 ramadan 1430 (28 août 2009) définissant les produits de blé tendre et de blé dur fabriqués et mis en vente par la minoterie industrielle et fixant leurs caractéristiques.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu la loi n° 13-83 relative à la répression des fraudes sur les marchandises promulguée par le dahir n° 1-83-108 du 9 moharrem 1405 (5 octobre 1984), notamment ses articles 8 et 17 ;

Vu la loi n° 12-94 relative à l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses et à l'organisation du marché des céréales et des légumineuses, promulguée par le dahir n° 1-95-8 du 22 ramadan 1415 (22 février 1995), notamment son article 14 ;

Vu la loi n° 17-88 relative à l'indication de la durée de validité sur les conserves et assimilées et les boissons conditionnées destinées à la consommation humaine ou animales promulguée par le dahir n° 1-88-179 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-95-908 du 18 moharrem 1420 (5 mai 1999) pris pour l'application de la loi n° 17-88 relative à l'indication de la durée de validité sur les conserves et assimilées et les boissons conditionnées destinées à la consommation humaine ou animaux ;

Vu le décret n° 2-01-1016 du 4 juin 2002 régissant les conditions d'étiquetage et de présentation des denrées alimentaires tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-06-226 du 12 joumada II 1428 (28 juin 2007),

ARRÊTE :

Chapitre premier

Définitions

ARTICLE PREMIER. – Au sens du présent arrêté, on entend par :

– *Farine de blé tendre* : produit amylicé et glutineux provenant de la mouture industrielle fine des grains de blé tendre industriellement purs et nettoyés.

– *Farine complète de blé tendre* : produit issu de la mouture intégrale industrielle des grains de blé tendre industriellement purs et nettoyés. Au cours de cette mouture, le grain est réduit en particules fines d'amandes, de son et de germe. Sa composition chimique est proche de celle du blé tendre duquel elle est extraite.

– *Semoule sans autres indications* : produit granulé issu de la mouture industrielle des grains de blé dur industriellement purs et nettoyés.

– *Finot* : produit granulé fin issu de la mouture industrielle des grains de blé dur industriellement purs et nettoyés.

– *Farine de blé dur* : produit amylicé et glutineux issu de la mouture industrielle fine des grains de blé dur industriellement purs et nettoyés.

– *Farine complète de blé dur* : produit issu de la mouture intégrale industrielle des grains de blé dur industriellement purs et nettoyés. Au cours de cette mouture, le grain est réduit en particules fines d'amande, de son et de germe. Sa composition chimique est proche de celle du blé dur duquel elle est extraite.

Chapitre II

Produits de mouture de blé tendre

ART. 2. – La farine nationale de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation compris entre 0,80 et 1,05% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

Le taux maximum sus indiqué pourra être porté, à titre de tolérance, à 1,10% ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns et un taux de refus maximum de 25% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines minimale de 9,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,07% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 3. – La farine spéciale de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation compris entre 0,66 et 0,79% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns et un taux de refus maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines minimale de 9,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 4. – La farine ordinaire de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation compris entre 1,06 et 1,25% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns et un taux de refus maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines minimale de 9,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,07% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 5. – La farine de luxe de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation compris entre 0,51 et 0,65% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns et un taux de refus maximum de 5% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines minimale de 9,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 6. – La farine fleur de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation maximum de 0,50% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines minimale de 9,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 7. – La farine ronde courante de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation compris entre 0,80 et 1,05% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 850 microns, un taux de refus maximum de 15% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns et un taux d'extraction maximum de 30% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines minimale de 9,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,07% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 8. – La farine ronde supérieure de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation maximum de 0,60% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 850 microns, un taux de refus maximum de 15% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns et un taux d'extraction maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines minimale de 9,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 9. – La farine ronde spéciale de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation compris entre 0,61 et 0,79% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 850 microns, un taux de refus maximum de 25% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns et un taux d'extraction maximum de 25% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines minimale de 9,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 10. – La farine biscuitière supérieure du blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation maximum de 0,50% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines maximale de 10,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 11. – La farine biscuitière de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation maximum de 0,65% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus nul au tamis dont l'ouverture de mailles est de 200 microns ;

– une teneur en protéines maximale de 10,5% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 12. – La farine complète de blé tendre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

– un taux de minéralisation maximum de 2,50% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux de refus maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns ;

– une teneur en protéines maximale de 15% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une teneur de cellulose brute maximale de 2% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– un taux d'amidon endommagé maximum de 15% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

– une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,08% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

Chapitre III

Produits de mouture de blé dur

ART. 13. – La farine ordinaire de blé dur doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- un taux de minéralisation maximum de 1,75% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- un taux de refus maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 250 microns ;
- une teneur en protéines minimale de 10% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,07% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 14. – La farine extra de blé dur doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- un taux de minéralisation maximum de 1,20% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- un taux de refus maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 355 microns ;
- une teneur en protéines minimale de 10% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 15. – Les semoules de blé dur regroupent trois catégories :

- semoule grosse ;
- semoule fine ;
- finot.

Les semoules doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

1 – taux de minéralisation :

- les semoules grosse et fine doivent avoir un taux de minéralisation maximum de 1,0% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- le finot doit avoir un taux de minéralisation maximum de 1,10% (pourcentage rapporté à la matière sèche).

2 – granulométrie :

- la grosse semoule doit avoir un taux de refus maximum de 5% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 1120 microns et un taux d'extraction maximum de 15% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 630 microns ;
- la semoule fine doit avoir un taux de refus maximum de 15% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 630 microns et un taux d'extraction maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 355 microns ;
- le finot doit avoir un taux de refus maximum de 15% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 425 microns et un taux d'extraction maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 150 microns.

3 – acidité grasse

Les semoules grosse et fine et le finot doivent avoir une acidité grasse, à la sortie de la minotrie, n'excédant pas 0,06% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

4 – teneur en protéines

Les semoules grosse et fine et le finot doivent avoir une teneur en protéines minimale de 10% (pourcentage rapporté à la matière sèche).

5 – pigments caroténoïdes :

La semoule grosse, la semoule fine et le finot, doivent avoir une teneur en pigments caroténoïdes, au minimum, de 4 ppm (rapporté à la matière sèche).

6 – nombre de piqûres :

Les semoules, grosse et fine, doivent avoir un nombre de piqûres n'excédant pas 10 par 10 cm².

ART. 16. – La farine complète de blé dur doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- un taux de minéralisation maximum de 2,50% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- un taux de refus maximum de 10% au tamis dont l'ouverture de mailles est de 500 microns ;
- une teneur en protéines maximale de 15% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- une teneur en cellulose brute maximale de 2,00% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- un taux d'amidon endommagé maximum de 15% (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;
- une acidité grasse, à la sortie de la minoterie, n'excédant pas 0,08% (exprimée en g d'acide sulfurique par 100 g de matière sèche).

ART. 17. – Les produits de blé dur ne peuvent contenir plus de 3% de produits issus d'autres céréales.

Chapitre IV

Dispositions diverses

ART. 18. – Les produits de blé tendre et de blé dur, dont les caractéristiques ont été fixées aux articles 2 à 17 ci-dessus, doivent :

- être issus d'une céréale de qualité saine, loyale et marchande ;
- présenter, un taux maximum de 0,015% (pourcentage rapporté à la matière sèche) d'éléments minéraux anormaux, notamment le sable ;
- présenter un indice de chute minimum de 180 secondes ;
- avoir à la sortie de la minoterie, un taux d'humidité n'excédant pas 15%.

ART. 19. – L'analyse des caractéristiques des produits de la minoterie industrielle, fixées aux articles 2 à 17 ci-dessus, devra être effectuée selon les méthodes d'analyses définies dans les normes marocaines, en vigueur, relatives à chaque critère.

ART. 20. – Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux produits de la minoterie artisanale.

ART. 21. – Est abrogé l'arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts n° 838-02 du 12 safar 1423 (26 avril 2002) fixant les caractéristiques auxquelles doivent répondre les produits de blé tendre et de blé dur fabriqués et mis en vente par la minoterie industrielle est abrogé.

ART. 22. – Le présent arrêté prend effet dès sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 7 ramadan 1430 (28 août 2009).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies et du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace n° 2385-09 du 11 ramadan 1430 (1^{er} septembre 2009) portant homologation de normes marocaines.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

LE MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-70-314 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant la composition et les attributions des organismes chargés de la normalisation industrielle, en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité ;

Vu l'avis favorable du conseil supérieur interministériel de la qualité et de la productivité (C.S.I.Q.P) réuni le 25 juin 2009,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Sont homologuées comme normes marocaines, les normes annexées au présent arrêté.

ART. 2. – Les normes visées à l'article premier ci-dessus, sont tenues à la disposition des intéressés au ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies, service de normalisation industrielle marocaine (SNIMA).

ART. 3. – Le présent arrêté conjoint sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 ramadan 1430 (1^{er} septembre 2009).

*Le ministre de l'industrie,
du commerce
et des nouvelles technologies,*
AHMED REDA CHAMI.

*Le ministre de l'habitat,
de l'urbanisme
et de l'aménagement de l'espace,*
AHMED TAOUFIQ HEJIRA.

*

* *

Annexe

- NM 10.8.936** : Feuilles souples d'étanchéité - Feuilles d'étanchéité de toiture bitumeuses, plastiques et élastomères - Méthode de vieillissement artificiel par exposition combinée de longue durée aux rayonnements UV, à la température élevée et à l'eau ;
- NM 10.8.937** : Feuilles souples d'étanchéité - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères - Méthodes d'exposition aux produits chimiques liquides, y compris l'eau ;
- NM 10.8.938** : Feuilles souples d'étanchéité - Feuilles d'étanchéité de toiture bitumineuses, plastiques et élastomères - Règles d'échantillonnage ;
- NM 10.8.940** : Feuilles souples d'étanchéité - Feuilles d'étanchéité de toiture bitumineuses, plastiques et élastomères - Détermination de la résistance à la pénétration des racines ;
- NM 10.8.954** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de la stabilité dimensionnelle - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.955** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de la résistance à la déchirure - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.956** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination des propriétés en traction - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.957** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de la résistance au pelage des joints - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.958** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de la résistance au cisaillement des joints - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.960** : Feuilles souples d'étanchéité - Ecrans de sous-toiture et pare-pluie pour murs - Détermination de la résistance à la pénétration de l'eau ;
- NM 10.8.961** : Feuilles souples d'étanchéité - Feuilles bitumineuses, plastiques et élastomériques d'étanchéité de toiture - Détermination de la résistance à l'impact de la grêle ;
- NM 10.8.968** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de la résistance à l'ozone - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.969** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de la longueur, de la largeur, de la rectitude et de la planéité - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.970** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de l'épaisseur et de la masse surfacique - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.971** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination des défauts d'aspect - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.8.972** : Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de la pliabilité à basse température - Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères ;
- NM 10.7.083** : Verre dans la construction - Verre de silicate sodo-calcique renforcé chimiquement - Définition et description ;
- NM 10.7.099** : Verre dans la construction - Verre de silicate sodo-calcique trempé chimiquement - Evaluation de la conformité ;
- NM 10.7.100** : Verre dans la construction - Verre à couche - Evaluation de la conformité/Norme de produit ;
- NM 10.7.113** : Verre dans la construction - Vitrage isolant préfabriqué scellé - Contrôle de production en usine et essais périodiques ;
- NM ISO/
PAS 16940** : Verre dans la construction - Vitrages et isolation aux bruits aériens - Mesurage de l'impédance mécanique du verre feuilleté ; (IC 10.7.116)
- NM ISO 22897** : Verre dans la construction - Vitrages et isolation aux bruits aériens - Description des produits et détermination des propriétés ; (IC 10.1.117)
- NM 10.7.123** : Verre dans la construction - Briques de verre et dalles de verre - Définitions et descriptions ;
- NM 10.7.129** : Verre dans la construction - Verre de silicate sodo-calcique de base - Evaluation de la conformité.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2449-09 du 25 ramadan 1430 (15 septembre 2009) relatif à la mesure de sauvegarde à caractère tarifaire sur les importations de carreaux en céramique.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 72-06 du 12 hija 1426 (13 janvier 2006) instituant une mesure de sauvegarde à caractère tarifaire sur les importations de carreaux en céramique ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2311-08 du 5 hija 1429 (4 décembre 2008) portant prorogation à titre provisoire de la mesure de sauvegarde à caractère tarifaire appliquée sur les importations des carreaux en céramique ;

Après avis de la commission consultative des importations ;

Sur proposition du ministre du commerce extérieur et du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont exclues des dispositions des arrêtés susvisés n° 72-06 du 13 janvier 2006 et n° 2311-08 du 4 décembre 2008 les importations de carreaux en céramique, relevant de la position douanière 6908, réalisées dans le cadre de conventions d'investissement d'un montant égal ou supérieur à 200.000.000 de dirhams.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aux conventions d'investissement conclues depuis le 2 février 2006.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 25 ramadan 1430 (15 septembre 2009).

SALAHEDDINE MEZOUAR.

TEXTES PARTICULIERS

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1224-09 du 18 jourmada I 1430 (14 mai 2009) approuvant les modifications apportées aux statuts de la Banque centrale populaire, approuvé par l'arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1288-01 du 13 rabii II 1422 (5 juillet 2001).

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 12-96 portant réforme du Crédit populaire du Maroc promulguée par le dahir n° 1-00-70 du 19 rejeb 1421 (17 octobre 2000) telle qu'elle a été modifiée, notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1288-01 du 13 rabii II 1422 (5 juillet 2001) approuvant les statuts de la Banque centrale populaire ;

Vu les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la Banque centrale populaire réunie le 13 février 2009 ayant décidé la réduction de la valeur nominale de l'action, le changement de la durée du mandat des administrateurs et l'augmentation de capital ;

Vu la résolution du conseil d'administration de la Banque centrale populaire réuni le 13 février 2009 ayant constaté l'augmentation de capital et procédé à la modification corrélative de l'article 6 des statuts ;

Après avis du comité directeur émis le 18 mars 2009,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont approuvées les modifications des articles 6 et 17, alinéa 3 des statuts de la Banque centrale populaire telles qu'elles sont annexées à l'original du présent arrêté.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 jourmada I 1430 (14 mai 2009).

SALAHEDDINE MEZOUAR.

*

* *

Annexe à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1224-09 du 18 jourmada I 1430 (14 mai 2009) approuvant les modifications apportées aux statuts de la Banque centrale populaire, approuvé par l'arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1288-01 du 13 rabii II 1422 (5 juillet 2001)

ARTICLE UNIQUE. – Les articles 6 et 17.3 de l'annexe à l'arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1288-01 du 13 rabii II 1422 (5 juillet 2001) susvisé sont modifiés comme suit :

« Article 6

« *Le capital social*

« Le capital social est fixé à la somme de 660.982.480 dirhams
« divisé en 66.098.248 actions d'une valeur nominale de 10 dirhams

« chacune, entièrement libérées.

« Ces actions..... »

(*La suite sans modification.*)

« Article 17.3

« *Nomination et durée des fonctions*

« Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale
« ordinaire pour une durée de 6 ans au maximum.

« Les administrateurs »

(*La suite sans modification.*)

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1739-09 du 13 rejeb 1430 (6 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture, tel qu'il a été complété ;

Sur proposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des architectes ;

Vu le procès-verbal de la commission sectorielle des sciences et techniques, de l'ingénieur et de l'architecture du 3 juin 2009,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale « d'architecture visé à l'article 4 de la loi n° 016-89, assortis du « baccalauréat - série scientifique ou technique ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«
« – Degree of bachelor of architecture délivré par Illinois
« Institute of technology – U.S.A. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 13 rejeb 1430 (6 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1768-09 du 15 rejeb 1430 (8 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture, tel qu'il a été complété ;

Sur proposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des architectes ;

Vu le procès-verbal de la commission sectorielle des sciences et techniques, de l'ingénieur et de l'architecture du 3 juin 2009,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale « d'architecture visé à l'article 4 de la loi n° 016-89, assortis du « baccalauréat - série scientifique ou technique ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«
« – Master of architecture of building and construction,
« spécialité : architecture of building and construction
« délivré par Kharkiv state technical University of
« construction and architecture – Ukraine le 27 juin 2008,
« assorti du bachelor of architecture délivré par la même
« university le 2 février 2007. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 15 rejeb 1430 (8 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1944-09 du 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture, tel qu'il a été complété ;

Sur proposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace ;

Après avis du conseil national de l'Ordre national des architectes ;

Vu le procès-verbal de la commission sectorielle des sciences et techniques, de l'ingénieur et de l'architecture du 3 juin 2009,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale « d'architecture visé à l'article 4 de la loi n° 016-89, assortis du « baccalauréat - série scientifique ou technique ou d'un diplôme « reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«
« – Diplôme d'Etat d'architecte délivré par les Ecoles
« nationales supérieures d'architecture – France, assorti
« de l'attestation d'habilitation de l'architecte diplômé
« d'Etat à l'exercice de la maîtrise d'oeuvre en son nom
« propre délivré par les mêmes écoles. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1945-09 du 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus

équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 « (1^{er} alinéa) de la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat « de l'enseignement secondaire - série sciences expérimentales « ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu « équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale « Docteur de médecine », « délivrée par l'Université d'Etat de médecine I.Pavlov de « St.Petersbourg le 23 juin 2001, assortie d'un stage de deux « années, du 16 avril 2007 au 15 avril 2008 au C.H.U de « Casablanca et du 30 avril 2008 au 30 avril 2009 au centre « hospitalier provincial Mohamed Baouafi, validé par la faculté « de médecine et de pharmacie de Casablanca le 7 mai 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejev 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5775 du 15 chaoual 1430 (5 octobre 2009).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1946-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de « la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement « secondaire – série sciences expérimentales ou sciences « mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi « qu'il suit :

«

« Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale : docteur en médecine, « délivrée par l'Académie d'Etat de médecine d'Astrakhan « le 26 juin 2001, assortie d'un stage de deux années, du « 24 avril 2007 au 23 avril 2008 au C.H.U. de Casablanca et « du 7 mai 2008 au 6 mai 2009 au Centre hospitalier « préfectoral Mohamed V, validé par la faculté de médecine « et de pharmacie de Casablanca le 21 mai 2009.»

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejev 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1947-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de « la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement « secondaire – série sciences expérimentales ou sciences « mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi « qu'il suit :

«

« Belgique :

«

« – Grade académique de docteur en médecine, délivré par « la faculté de médecine, Université Libre de Bruxelles. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejev 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1948-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de « la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement « secondaire – série sciences expérimentales ou sciences « mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi « qu'il suit :

«

« Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale « docteur en « médecine », délivrée par l'Université de la Russie de « l'Amitié des Peuples Moscou le 26 juin 2001, assortie « d'un stage de deux années, du 7 mai 2007 au 7 mai 2009, « validé par la faculté de médecine et de pharmacie de Fès « le 18 mai 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejev 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1949-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de « la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement « secondaire – série sciences expérimentales ou sciences « mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi « qu'il suit :

«

« Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale « docteur en « médecine », délivrée par Veliky Novgorog – Université « d'Etat Jaroslav-Le-Sage de Novgorog le 25 juin 2001, « assortie d'un stage de deux années, du 16 avril 2007 au « 15 avril 2008 au C.H.U. de Casablanca et du 6 mai 2008 « au 6 mai 2009 au Centre hospitalier régional Mohamed « Baouafi, validé par la faculté de médecine et de « pharmacie de Casablanca le 13 mai 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejev 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1950-09 du 27 rejev 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale « docteur en médecine », délivrée par l'Université de la Russie de « l'Amitié des Peuples Moscou le 26 juin 2001, assortie d'un stage de deux années, du 9 avril 2007 au 9 avril 2008 au Centre hospitalier Ibn Sina de Rabat et du 29 avril 2008 au 29 avril 2009 à l'hôpital Mohamed V de Tanger, validé par la faculté de médecine et de pharmacie de Rabat le 26 mai 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1951-09 du 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement secondaire - série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale « Docteur de médecine », délivrée par l'Université de médecine d'Etat de Rostov le 25 juin 1999, assortie d'un stage de deux années, du 16 avril 2007 au 15 avril 2008 au C.H.U de Casablanca et du 22 avril 2008 au 21 avril 2009 au centre hospitalier régional Moulay Youssef, validé par la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca le 27 avril 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5775 du 15 chaoual 1430 (5 octobre 2009).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1952-09 du 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement secondaire - série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

« »

« Allemagne :

« »

« – Grad doctor medicinae (Dr.Med.), délivré par medizinsche fakultat, Martin - Luther - Universitat Halle - Wittenberg le 13 novembre 2007, assorti d'une attestation d'évaluation des connaissances et des compétences délivrée par la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca le 5 juin 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 regeb 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5775 du 15 chaoual 1430 (5 octobre 2009).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1953-09 du 27 regeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement

« secondaire – série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

« »

« Hongrie :

« »

« – Doctor of medicine, délivré par The University medical school of Debrecen le 21 septembre 1996, assorti d'un stage d'une année du 14 février 2008 au 13 février 2009, validé par la faculté de médecine et de pharmacie de Fès le 29 avril 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 regeb 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5775 du 15 chaoual 1430 (5 octobre 2009).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1954-09 du 27 regeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement secondaire – série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

« »

« Fédération de Russie :

« »

« – Qualification en médecine générale : Docteur en médecine, délivrée par l'Académie d'Etat de médecine de Voronej N.N. Burdenko le 29 juin 2001, assortie d'un stage de deux années, du 16 avril 2007 au 15 avril 2008

« au C.H.U de Casablanca et du 5 mai 2008 au 5 mai 2009
 « au centre hospitalier régional Moulay Rachid, validé par
 « la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca le
 « 7 mai 2009 ».

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du
 « Bulletin officiel » n° 5775 du 15 chaoual 1430 (5 octobre 2009).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1955-09 du 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de « la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement « secondaire – série sciences expérimentales ou sciences « mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi « qu'il suit :

«
 « *Ex-URSS :*

«
 « – Titre de docteur en médecine, délivré par l'Institut « d'Etat de médecine du Kouban de l'Armée Rouge le « 30 juin 1982, assorti d'une attestation d'évaluation « des connaissances et des compétences dans le service « de cardiologie, délivrée par la faculté de médecine et « de pharmacie de Casablanca le 1^{er} juin 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 rejeb 1430 (20 juillet 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2071-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 1197-05 du 2 jourmada I 1426 (10 juin 2005) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en chirurgie cardio-vasculaire.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1197-05 du 2 jourmada I 1426 (10 juin 2005) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en chirurgie cardio-vasculaire, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 10 juin 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 1197-05 du 2 jourmada I 1426 (10 juin 2005) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de spécialité médicale en chirurgie cardio-vasculaire, « est fixée ainsi qu'il suit :

«
 « *Allemagne :*

«
 « – Dénomination du domaine de la chirurgie cardiaque, « délivrée par l'ordre des médecins du Land Saxe, Dresde « le 12 octobre 2004, assortie d'une attestation « d'évaluation des connaissances et des compétences « délivrée par la faculté de médecine et de pharmacie de « Casablanca le 5 juin 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2072-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 17 février 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2189-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en cardiologie, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« Belgique :

«

« – Le grade académique de diplôme d'études spécialisées en médecine clinique, orientation : cardiologie, délivré par la faculté de médecine, Université de Liège le 17 juin 2006, assorti d'une attestation d'évaluation des connaissances et des compétences délivrée par la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca le 24 décembre 2008. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2073-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement

« secondaire – série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale : docteur en médecine, délivrée par l'Université d'Etat de médecine de Koursk le 19 juin 2001, assortie d'un stage de deux années, du 2 mai 2007 au 9 mai 2008 au C.H.U. de Casablanca et du 30 mai 2008 au 30 mai 2009 au Centre hospitalier préfectoral Mohamed V, validé par la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca le 15 juin 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2074-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique est fixée ainsi qu'il suit :

«

« France :

«

« – Diplôme interuniversitaire de spécialisation de gynécologie-obstétrique, délivré par la faculté de médecine, Université de Picardie Jules Verne le 6 mars 2002, assorti d'une attestation d'évaluation des connaissances et des compétences délivrée par la faculté de médecine et de pharmacie de Rabat le 12 mai 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2075-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu la loi n° 10-94 relative à l'exercice de la médecine, promulguée par le dahir n° 1-96-123 du 5 rabii II 1417 (21 août 1996), notamment son article 38 ;

Vu le décret n° 2-97-421 du 25 joumada II 1418 (28 octobre 1997) pris pour l'application de la loi susvisée n° 10-94 notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2-92-182 du 22 kaada 1413 (14 mai 1993) fixant le régime des études et des examens en vue de l'obtention du diplôme de spécialité médicale ;

Vu le décret n° 2-01-333 du 28 rabii I 1422 (21 juin 2001) relatif aux conditions et à la procédure de l'octroi des équivalences de diplômes de l'enseignement supérieur ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en endocrinologie et maladies métaboliques est fixée ainsi qu'il suit :

France :

– Diplôme d'études spécialisées endocrinologie et métabolismes, délivré par l'Université Rennes I.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2077-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« *Sénégal :*

«

« – Certificat d'études spéciales de dermatologie-vénérologie, délivré par la faculté de médecine, de pharmacie et d'odonto-stomatologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, le 25 juillet 2007, assorti d'un stage d'une année du 4 juin 2008 au 5 juin 2009 au C.H.U. de Casablanca, validé par la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca le 11 juin 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2078-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 1482-04 du 24 joumada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1482-04 du 24 joumada II 1425 (11 août 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 1482-04 du 24 jourmada II 1425 (11 août 2004) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme de spécialité médicale en traumatologie-orthopédie est fixée ainsi qu'il suit :

«

« Sénégal :

«

« – Certificat d'études spéciales d'orthopédie-traumatologie, « délivré par la faculté de médecine, de pharmacie et « d'odonto-stomatologie, Université Cheikh Anta Diop de « Dakar, le 1^{er} décembre 2007, assorti d'un stage d'une année « du 11 juin 2008 au 1^{er} décembre 2008 au C.H.U Ibn Sina de « Rabat et du 4 décembre 2008 au 13 juin 2009 à l'hôpital « provincial Mohamed V de Tanger, validé par la faculté de « médecine et de pharmacie de Rabat le 2 juillet 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5775 du 15 chaoual 1430 (5 octobre 2009).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2079-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 116-05 du 16 hija 1425 (27 janvier 2005) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en médecine nucléaire.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 116-05 du 16 hija 1425 (27 janvier 2005) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en médecine nucléaire, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 116-05 du 16 hija 1425 (27 janvier 2005) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de spécialité médicale en médecine nucléaire est « fixée ainsi qu'il suit :

«

« Canada :

«

« – Diplôme d'études spécialisées en médecine (médecine « nucléaire), délivré par l'Université de Sherbrooke le « 30 juin 1999. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2080-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de « la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement « secondaire – série sciences expérimentales ou sciences « mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi « qu'il suit :

«

« Canada :

«

« – Grade de docteur en médecine (M.D.), délivré par « l'Université Laval le 30 juin 1995. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5776 du 18 chaoual 1430 (8 octobre 2009).

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2081-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en dermatologie, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 570-04 du 15 safar 1425 (6 avril 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de spécialité médicale en dermatologie est fixée « ainsi qu'il suit :

«

« *Fédération de Russie :*

«

« – Certificate d'études spécialisées de médecine (ordinatura « clinique), dans la spécialité dermato-vénérologie, délivré « par l'Académie de médecine de Moscou de I.M. « Setchenov de l'Agence fédérale de la santé publique et « du développement social le 5 juillet 2006, assorti d'un « stage de deux années, du 5 mars 2007 au 5 mars 2008 à « l'hôpital El Ghassani de Fès et du 28 mai 2008 au 28 mai « 2009 à l'hôpital Al-Farabi Oujda, validé par la faculté de « médecine et de pharmacie de Fès le 11 juin 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2082-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 950-04 du 6 rabii II 1425 (26 mai 2004) est complété comme suit :

« *Article premier.* – La liste des diplômes reconnus équivalents « au diplôme de spécialité médicale en gynécologie-obstétrique est « fixée ainsi qu'il suit :

«

« *Fédération de Russie :*

«

« – Certificate of specialized training in medicine (clinical « ordinatura), specialization in obstetrics and gynecology « délivré par Kursk state medical University le « 20 septembre 2006, assorti d'un stage de deux années, « du 2 mai 2007 au 9 mai 2008 au C.H.U. de Casablanca « et du 30 mai 2008 au 30 mai 2009 au Centre hospitalier « préfectoral Mohamed V, validé par la faculté de « médecine et de pharmacie de Casablanca le 15 juin 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2083-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2008-03 du 7 rejeb 1424 (4 septembre 2003) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en anesthésie et réanimation.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2008-03 du 7 rejeb 1424 (4 septembre 2003) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en anesthésie et réanimation, tel qu'il a été complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2008-03 du 7 rejeb 1424 (4 septembre 2003) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de spécialité médicale en anesthésie et réanimation est fixée ainsi qu'il suit :

«

« France :

«

« – Diplôme interuniversitaire de spécialisation d'anesthésiologie- réanimation chirurgicale, délivré par l'Université Paris 7 – Denis Diderot le 31 octobre 2002, assorti d'une attestation d'évaluation des connaissances et des compétences délivrée par la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca le 14 mai 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2084-09 du 11 chaabane 1430 (3 août 2009) complétant l'arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences de la santé du 9 juillet 2009 ;

Après avis de la ministre de la santé et du conseil national de l'Ordre national des médecins,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine visé à l'article 4 (1^{er} alinéa) de la loi susvisée n° 10-94, assortis du baccalauréat de l'enseignement secondaire - série sciences expérimentales ou sciences mathématiques ou d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« Fédération de Russie :

«

« – Qualification en médecine générale, docteur en médecine, délivrée par l'Académie de médecine de Moscou I.M. Setchenov le 17 juin 2002, assortie d'un stage de deux années, du 5 mars 2007 au 5 mars 2008 à l'hôpital El Ghassani de Fès et du 28 mai 2008 au 28 mai 2009 à l'hôpital Al-Farabi Oujda, validé par la faculté de médecine et de pharmacie de Fès le 11 juin 2009. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 chaabane 1430 (3 août 2009).

AHMED AKHCHICHINE.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2191-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société Suta Sucreries Raffineries du Tadla.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 351-09 du 16 safar 1430 (12 février 2009) portant homologation d'une norme marocaine ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 219-06 du 4 moharrem 1427 (3 février 2006) portant homologation de normes marocaines ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 104-09 du 18 moharrem 1430 (15 janvier 2009) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification des industries agroalimentaires, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité aux normes marocaines NM ISO 9001, NM ISO 14001 et NM 00.5.801 est attribué à la société Suta Sucreries Raffineries du Tadla, unité Ouled Ayad pour ses activités d'extraction et de conditionnement du sucre blanc, exercées sur le site : Km 46 – Béni Mellal – Route de Marrakech.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2192-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « EPIDOR ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 405-06 du 24 hija 1426 (27 février 2006) portant homologation de normes marocaines ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 351-09 du 16 safar 1430 (12 février 2009) portant homologation d'une norme marocaine ;

Après avis de la commission de certification des industries agroalimentaires, issue du comité des systèmes de Management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité aux normes marocaines NM ISO 9001 et NM ISO 22000 est attribué à la société EPIDOR, pour son activité de production des semoules et des farines de blé dur, exercée sur le site : Lot 1710 Zone industrielle Ouled Saleh, Bouskoura, Casablanca.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2193-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au Magasin Métro de Rabat - Salé.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des télécommunications n° 386-03 du 19 hija 1423 (21 février 2003) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification des industries agroalimentaires, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 08.0.002 est attribué au Magasin Métro de Rabat/Salé, pour ses activités de boucherie, des rayons de marée et des fruits et légumes depuis la réception jusqu'à la caisse, exercées sur le site : Route de Meknès, RP 14, PK 5 – Salé.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2196-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le droit d'usage de la marque de conformité aux normes marocaines à la société « SONASID ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie et du ministre de l'équipement et du transport n° 222-06 du 3 moharrem 1427 (2 février 2006) portant homologation et rendant d'application obligatoire deux normes marocaines ;

Après avis du comité technique de certification des fers à béton et câbles de précontrainte,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le droit d'usage de la marque de conformité aux normes marocaines est attribué à la société SONASID pour les produits suivants :

- barres de fer à béton crénelés FeE400 non soudable (FeE400-1) de diamètres : 6,8 et 10 mm ;
- barres de fer à béton crénelés FeE400 soudable (FeE500-3) de diamètres : 6,8 et 10 mm ;

fabriqués à l'usine sise, route Nationale n° 2, Al Aroui, Nador, et relevant des normes marocaines NM 01.4.096 et NM 01.4.097.

ART. 2. – La société SONASID est autorisée à apposer la marque de conformité aux normes marocaines sur les produits visés à l'article premier ci-dessus.

ART. 3. – Est abrogée la décision du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 602-05 du 30 moharrem 1426 (11 mars 2005) attribuant le droit d'usage de la marque de conformité aux normes marocaines à la société SONASID.

ART. 4. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2197-09 du 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au Centre technique des industries du bois et de l'ameublement.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 351-09 du 16 safar 1430 (12 février 2009) portant homologation d'une norme marocaine ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué au Centre technique des industries du bois et de l'ameublement pour son activité de formation, exercée sur le site : Complexe des centres techniques – Sidi Maârouf – Casablanca 20190.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 chaabane 1430 (31 juillet 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2221-09 du 28 rejeb 1430 (21 juillet 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au Laboratoire public d'essais et d'études / Centre technique régional d'Agadir (LPEE/CTR d'Agadir).

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 406-06 du 28 moharrem 1427 (27 février 2006) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission d'accréditation du BTP,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 17025 est délivré au Laboratoire public d'essais et d'études/Centre technique régional d'Agadir (LPEE/CTR Agadir) ; sis, rue 18 Novembre-Quartier industriel – Agadir, pour réaliser les essais définis dans la portée annexée à son certificat de conformité à la norme NM ISO 17025.

ART. 2. – Est abrogée la décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 1066-08 du 17 rabii I 1429 (24 avril 2008) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au Laboratoire public d'essais et d'études/Centre technique régional d'Agadir.

ART. 3. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 28 regeb 1430 (21 juillet 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 2222-09 du 14 chaabane 1430 (6 août 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au laboratoire Oussama (Metrolab).

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 406-06 du 28 moharrem 1427 (27 février 2006) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission d'accréditation des laboratoires d'étalonnage,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 17025 est délivré au laboratoire Oussama (Metrolab), sis 5, rue Ibn Mouataz, Casablanca, pour les prestations d'étalonnage et/ou de vérification réalisés dans les domaines suivants :

- dimensionnel ;
- pression ;
- masses et pesage.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 14 chaabane 1430 (6 août 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Décision du gouverneur de Bank Al-Maghrib n° 20 du 18 jourmada II 1430 (12 juin 2009) portant agrément de la société « RAMAPAR » en qualité d'intermédiaire en matière de transfert de fonds.

LE GOUVERNEUR DE BANK AL-MAGHRIB,

Vu la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée par le dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006), notamment ses articles 15 et 27 ;

Vu l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1510-07 du 10 regeb 1428 (26 juillet 2007) relatif aux conditions spécifiques d'application aux intermédiaires en matière de transfert de fonds de certaines dispositions de la loi n° 34-03 susvisée ;

Vu la demande d'agrément formulée par la société « RAMAPAR » en date du 18 juillet 2008 et les documents complémentaires remis en date du 31 octobre 2008 et du 3 juin 2009 ;

Après avis favorable émis par le comité des établissements de crédit, en date du 10 juin 2009,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – La société « RAMAPAR », dont le siège social est sis à Casablanca, 1, rue Des Pléiades, quartier des hôpitaux, est agréée en qualité d'intermédiaire en matière de transfert de fonds.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 jourmada II 1430 (12 juin 2009).

ABDELLATIF JOUAHRI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5776 du 18 chaoual 1430 (8 octobre 2009).

AVIS ET COMMUNICATIONS

Décision ANRT/DG/n° 05-09 du 29 rejeb 1430 (22 juillet 2009) modifiant et complétant la décision ANRT/DG/n° 07/06 du 2 rejeb 1427 (28 juillet 2006) fixant les spécifications techniques d'agrément des équipements terminaux et des installations radioélectriques.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS,

Vu la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications promulguée par le dahir n° 1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, et notamment ses articles 4, 15, 16 et 29 ;

Vu le décret n° 2-97-813 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) portant application des dispositions de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications, en ce qui concerne l'Agence nationale de réglementation des télécommunications et notamment son article 4 ;

Vu la décision ANRT/DG/n° 07-06 du 2 rejeb 1427 (28 juillet 2006) fixant les spécifications techniques des équipements terminaux et des installations radioélectriques,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – L'article 2 de la décision ANRT/DG/n° 07-06 susvisée est complété comme suit :

« Article 2. – Les spécifications techniques, telles que « décrites en annexes de la présente décision, concernent en « particulier :

« 1. Annexe 1 :

«

« 32. Annexe 32 : Spécifications techniques d'agrément des « installations radioélectriques destinées à opérer dans un réseau « public de télécommunications utilisant la technologie à « étalement de spectre W-CDMA – Aspects radioélectriques « (ANRT-STA/IR-IMTW-CDMA) ;

« 33. Annexe 33 : Spécifications techniques d'agrément des « émetteurs de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence « FM -Aspects radioélectriques- (ANRT-STA/IR-RADIODIFFM) ;

« 34. Annexe 34 : Spécifications techniques d'agrément des « émetteurs de radiodiffusion sonore en modulation d'amplitude « AM-Aspects radioélectriques- (ANRT-STA/IR-RADIODIFAM) ;

« 35. Annexe 35 : Spécifications techniques d'agrément des « émetteurs de « radiodiffusion pour la diffusion du service de « télévision analogique -Aspects radioélectriques- (ANRT-STA/IR-RADIODIFANA) ;

« 36. Annexe 36 : Spécifications techniques d'agrément des « émetteurs pour la diffusion du service de télévision numérique « terrestre (DVB-T) -Aspects radioélectriques- (ANRT-STA/IR-RADIODIFDVB-T) ;

« 37. Annexe 37 : Spécifications techniques d'agrément des « émetteurs pour la diffusion du service de radio numérique « terrestre (T-DAB) Aspects radioélectriques- (ANRT-STA/IR-RADIODIFT-DAB). »

ART. 2. – L'annexe 29 de la décision ANRT/DG/n° 07-06 susvisée est abrogée et remplacée comme indiqué en annexe.

ART. 3. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

*Le directeur général
de l'Agence nationale de réglementation
des télécommunications,
AZDINE EL MOUNTASSIR BILLAH.*

*

* *

Annexe 29

ANRT-STA/IR5,8GHz

SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'AGREMENT DES INSTALLATIONS RADIOELECTRIQUES OPERANT DANS LA BANDE 5,725 – 5,875 GHz

-Aspects radioélectriques ANRT-STA/IR5,8GHz-

Introduction :

Le présent document décrit les caractéristiques radioélectriques requises pour l'agrément des installations radioélectriques opérant dans la bande 5725 – 5875 MHz.

Les exigences en matière de compatibilité électromagnétique et de sécurité basse tension ne sont pas couvertes par la présente spécification technique.

Références normatives :

- ETSI EN 302 502 : Télécommunications réseaux à large bande pour accès radio - Systèmes fixes à large bande de transmission de données dans la bande 5,8 GHz.
- Régulations FCC Partie 15 Subpart C : Équipements Radioélectriques.

Bandes de fréquences :

Bande de fréquences (MHz)
5725 – 5875

Les largeurs de bande possibles sont 5 MHz, 10 MHz et 20 MHz.

Les canaux de fréquences susceptibles d'être exploités sont ceux préalablement assignés par l'ANRT.

Caractéristiques radioélectriques :

- Les équipements sous test doivent être conformes aux exigences spécifiées dans les références normatives susmentionnées.
- Les tests doivent se dérouler conformément aux conditions et processus décrits dans les standards précités.

Annexe 32

ANRT-STA/IR-IMTW-CDMA

SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'AGREMENT DES INSTALLATIONS RADIOELECTRIQUES DESTINEES A OPERER

DANS UN RESEAU CELLULAIRE DE TROISIEME GENERATION UTILISANT LA TECHNOLOGIE W-CDMA A ETALEMENT DIRECT (UTRA FDD)

-Aspects radioélectriques ANRT-STA/IR-IMTW-CDMA-

Introduction :

Le présent document décrit les caractéristiques radioélectriques requises pour l'agrément des installations radioélectriques destinées à

opérer dans un réseau cellulaire de troisième génération de type IMT utilisant la technologie W-CDMA à étalement direct (UTRA FDD).

Les exigences en matière de compatibilité électromagnétique et de sécurité basse tension ne sont pas couvertes par la présente spécification technique.

Références normatives :

- EN 301 908-1 : Compatibilité électromagnétique et radioélectrique (ERM) ; stations de base, répéteurs et équipement utilisateur pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000 ; partie 1 : norme harmonisée pour l'IMT-2000, introduction et exigences communes ;
- EN 301 908-2 : Compatibilité électromagnétique et radioélectrique (ERM) ; stations de base, répéteurs et équipement utilisateur pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000 ; partie 2 : norme harmonisée pour l'IMT-2000, CDMA à étalement direct (UTRA FDD) (Terminal d'abonné/équipement utilisateur) ;
- EN 301 908-3 : Compatibilité électromagnétique et radioélectrique (ERM) ; stations de base, répéteurs et équipement utilisateur pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000 ; partie 3 : norme harmonisée pour l'IMT-2000, CDMA à étalement direct (UTRA FDD) (station de base) ;
- EN 301 908-11 : Compatibilité électromagnétique et radioélectrique (ERM) ; stations de base (BS), répéteurs et équipement utilisateur (UE) pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000 ; partie 11 : norme harmonisée pour l'IMT-2000, CDMA à étalement direct (UTRA FDD) (répéteurs).

Bandes de fréquences :

Technologie	Type d'équipement	Sous bande de fréquences d'émission	Sous bande de fréquences de réception
W-CDMA	Station de base ou répéteur	925-960 MHz	880-915 MHz
		1805-1880 MHz	1710-1785 MHz
		2110-2170 MHz	1920-1980 MHz
	Terminal d'abonné/équipement utilisateur	880-915 MHz	925-960 MHz
		1710-1785 MHz	1805-1880 MHz
		1920-1980 MHz	2110-2170 MHz

• Les canaux de fréquences des stations de bases doivent être programmables dans les bandes de fréquences où elles opèrent.

• Le terminal d'abonné doit couvrir la totalité de la sous-bande de fréquences où il opère.

Caractéristiques radioélectriques :

- Les équipements sous test doivent être conformes aux exigences spécifiées dans les références normatives susmentionnées.
- Les tests doivent se dérouler conformément aux conditions et processus décrits dans les références normatives susmentionnées.

Annexe 33

ANRT-STA/IR-RADIODIFFM

SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'AGREMENT DES EMETTEURS DE RADIODIFFUSION SONORE EN MODULATION DE FREQUENCE (FM)

-Aspects radioélectriques ANRT-STA/IR-RADIODIFFM-

Introduction :

Le présent document décrit les caractéristiques radioélectriques requises pour l'agrément des émetteurs de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence (FM).

Les exigences en matière de compatibilité électromagnétique et de sécurité basse tension ne sont pas couvertes par la présente spécification technique.

Références normatives :

- EN 302 018 : Compatibilité électromagnétique (CEM) et spectre radioélectrique (ERM) ; équipement émetteur pour le service de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence (FM).

Bandes de fréquences :

Bande de fréquences (MHz)
87,5 – 108

Les canaux de fréquences susceptibles d'être exploités sont ceux préalablement assignés.

Caractéristiques radioélectriques :

- Les équipements sous test doivent être conformes aux exigences spécifiées dans les références normatives susmentionnées.
- Les tests doivent se dérouler conformément aux conditions et processus décrits dans les références normatives susmentionnées.

Annexe 34

ANRT-STA/IR-RADIODIFAM

SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'AGREMENT DES EMETTEURS DE RADIODIFFUSION SONORE EN MODULATION D'AMPLITUDE (AM)

-Aspects radioélectriques ANRT-STA/IR-RADIODIFAM-

Introduction :

Le présent document décrit les caractéristiques radioélectriques requises pour l'agrément des émetteurs de radiodiffusion sonore en modulation d'amplitude AM.

Les exigences en matière de compatibilité électromagnétique et de sécurité basse tension ne sont pas couvertes par la présente spécification technique.

Références normatives :

- EN 302 017 : Compatibilité électromagnétique (CEM) et spectre radioélectrique (ERM) ; équipements de transmission pour le service de diffusion radio en modulation d'amplitude (AM).

Bande de fréquences :

Désignation de la bande	Bande de fréquences
LF	[148,5-283,5] kHz
MF	[526,5-1606,5] kHz
HF	[5900-6200] kHz [7200-7350] kHz [9400-9900] kHz [11600-12100] kHz [13570-13870] kHz [15100-15800] kHz [17480-17900] kHz [18900-19020] kHz [21450-21850] kHz [25670-26100] kHz

Les canaux de fréquences susceptibles d'être exploités sont ceux préalablement assignés.

Caractéristiques radioélectriques :

- Les équipements sous test doivent être conformes aux exigences spécifiées dans les références normatives susmentionnées.
- Les tests doivent se dérouler conformément aux conditions et processus décrits dans les références normatives susmentionnées.

Annexe 35**ANRT-STA/IR-RADIODIFTV-ANA**

SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'AGREMENT DES EMETTEURS POUR LA DIFFUSION DU SERVICE DE TELEVISION ANALOGIQUE

*-Aspects radioélectriques ANRT-STA/IR-RADIODIFTV-ANA-**Introduction :*

Le présent document décrit les caractéristiques radioélectriques requises pour l'agrément des émetteurs de radiodiffusion pour la diffusion du service de télévision analogique.

Les exigences en matière de compatibilité électromagnétique et de sécurité basse tension ne sont pas couvertes par la présente spécification technique.

Références normatives :

- EN 302 297 : Compatibilité électromagnétique (CEM) et spectre radioélectrique (ERM) ; équipements de transmission pour la diffusion du service de télévision analogique.

Bande de fréquences :

Bande de fréquences (MHz)
170 – 230
470 – 862

Les canaux de fréquences susceptibles d'être exploités sont ceux préalablement assignés.

Caractéristiques radioélectriques :

- Les équipements sous test doivent être conformes aux exigences spécifiées dans les références normatives susmentionnées.
- Les tests doivent se dérouler conformément aux conditions et processus décrits dans les références normatives susmentionnées.

Annexe 36**ANRT-STA/IR-RADIODIFDVB-T**

SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'AGREMENT DES EMETTEURS POUR LA DIFFUSION DU SERVICE DE TELEVISION NUMERIQUE TERRESTRE (DVB-T)

*-Aspects Radioélectriques ANRT-STA/IR-RADIODIFDVB-T-**I. – Introduction :*

Le présent document décrit les caractéristiques radioélectriques requises pour l'agrément des émetteurs de radiodiffusion pour la diffusion du service de télévision numérique terrestre (DVB-T).

Les exigences en matière de compatibilité électromagnétique et de sécurité basse tension ne sont pas couvertes par la présente spécification technique.

II. – Références normatives :

- EN 302 296 : Compatibilité électromagnétique (CEM) et spectre radioélectrique (ERM) ; équipements de transmission pour la diffusion du service de télévision numérique terrestre (DVB-T).

III. – Bandes de fréquences :

Bande de fréquences (MHz)
174 – 230
470 – 862

Les canaux de fréquences susceptibles d'être exploités sont ceux préalablement assignés.

IV. – Caractéristiques radioélectriques :

- Les équipements sous test doivent être conformes aux exigences spécifiées dans la référence normative susmentionnée.
- Les tests doivent se dérouler conformément aux conditions et processus décrits dans la référence normative susmentionnée.

Annexe 37**ANRT-STA/IR-RADIODIF T-DAB**

SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'AGREMENT DES EMETTEURS POUR LA DIFFUSION DU SERVICE DE RADIO NUMERIQUE TERRESTRE (T-DAB)

*-Aspects Radioélectriques ANRT-STA/IR-RADIODIF T-DAB-**I. – Introduction :*

Le présent document décrit les caractéristiques radioélectriques requises pour l'agrément des émetteurs de radiodiffusion pour la diffusion du service de radio numérique terrestre (T-DAB).

Les exigences en matière de compatibilité électromagnétique et de sécurité basse tension ne sont pas couvertes par la présente spécification technique.

II. – *Références normatives :*

- EN 302 077 : Compatibilité électromagnétique (CEM) et spectre radioélectrique (ERM) ; équipements de transmission pour la diffusion du service de radio numérique terrestre (T-DAB).

III. – *Bandes de fréquences :*

Bande de fréquences (MHz)
174 – 230

Les canaux de fréquences susceptibles d'être exploités sont ceux préalablement assignés.

IV. – *Caractéristiques radioélectriques :*

- Les équipements sous test doivent être conformes aux exigences spécifiées dans la référence normative susmentionnée.
- Les tests doivent se dérouler conformément aux conditions et processus décrits dans la référence normative susmentionnée.